



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

débits de tabac

Question écrite n° 21705

Texte de la question

M. Rudy Salles attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les difficultés rencontrées par les débitants de tabac. En effet, ces commerçants sont confrontés à de nombreux phénomènes qui fragilisent leur activité commerciale, comme la contrebande, la contrefaçon, l'insécurité croissante, la concurrence illégale sur internet mais également la concurrence légale des buralistes des pays limitrophes. Bien que la lutte contre la consommation de tabac soit bien entendu un impératif de santé publique, il souhaite connaître les mesures que le Gouvernement entend prendre afin d'améliorer la situation des buralistes.

Texte de la réponse

L'étude réalisée par le ministère du budget en septembre 2011 fait ressortir que 20 % du tabac consommé ne provient pas du réseau des buralistes, se répartissant entre 5 % de produits de contrebande et 15 % d'achats légaux. La lutte contre le trafic et la contrefaçon de tabac est une priorité d'action pour la douane. Depuis 2010, les services douaniers saisissent annuellement près de 400 tonnes de tabac illicite en moyenne. Par ailleurs, le plan d'action destiné à renforcer la lutte contre la contrebande a été reconduit en 2013. Il vise à la fois au démantèlement des organisations criminelles internationales et à la lutte contre des réseaux parallèles de distribution de tabac. Des actions coordonnées sont programmées dans les zones frontalières afin de mobiliser efficacement les forces opérationnelles dans les secteurs sensibles à la fraude. De plus, afin de combattre efficacement le commerce illégal, un système de marquage et de traçabilité des cigarettes a été prévu par la loi n° 2012-1510 de finances rectificative pour 2012, qui a également porté la durée maximale de fermeture administrative d'un établissement se livrant à la vente non autorisée de tabac de huit jours à trois mois. Parallèlement, pour restreindre les achats transfrontaliers qui affaiblissent la viabilité du réseau, le Gouvernement s'attache à rechercher les voies d'une convergence des prix au sein de l'Union européenne, dont les effets sont attendus sur le long terme.

Données clés

Auteur : [M. Rudy Salles](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (3^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 21705

Rubrique : Commerce et artisanat

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 mars 2013](#), page 3182

Réponse publiée au JO le : [24 juin 2014](#), page 5256